



COMITE DES OEUVRES SOCIALES DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LOIRE-ATLANTIQUE

ASSOCIATION

Siège social :
12 Rue Arago
44 240 La Chapelle sur Erdre

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres de l'association Comité des Œuvres Sociales du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Comité des Œuvres Sociales du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

A. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



B. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans le rapport moral adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.



V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 24 mai 2022

Le Commissaire aux comptes

Groupe SECOP Nantes

Signé électroniquement le 24/05/2022 par
Marc Retailleau

Marc Retailleau

Bilan

ACTIF	Montant Brut	Amortissements	Net au 31/12/2021	Net au 31/12/2020	PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
<i>Immobilisations incorporelles</i>	25 379,79	23 703,96	1 675,83	3 617,67	<i>Réserves</i>	129 763,27	128 086,03
<i>Immobilisations corporelles</i>	3 833,10	3 833,10	-	-	<i>Résultat</i>	-4 268,28	1 677,24
<i>Immobilisations financières</i>	5 172,50	-	5 172,50	7 970,00	<i>Subventions d'investissement</i>	58 389,00	58 389,00
ACTIF IMMOBILISE	34 385,39	27 537,06	6 848,33	11 587,67	FONDS PROPRES	183 883,99	188 152,27
<i>Stocks</i>	2 770,50	-	2 770,50	5 783,65	<i>Dettes financières</i>	15,00	2 615,29
<i>Créances</i>	9 064,24	-	9 064,24	4 170,30	Virements en attente	15,00	2 615,29
<i>Trésorerie</i>	347 092,18	-	347 092,18	311 534,67	<i>Dettes</i>	54 707,80	10 460,00
Comptes courants	69 048,10	-	69 048,10	30 399,99	Dettes fournisseurs et assimilés	22 309,65	10 460,00
Comptes livrets	257 732,40	-	257 732,40	277 232,55	Fournisseurs d'immobilisations	32 398,15	-
Chèques vacances	-	-	-	2 820,00			
Prélèvements en attente	19 053,96	-	19 053,96	40,00			
Caisse	1 257,72	-	1 257,72	1 042,13			
ACTIF CIRCULANT	358 926,92	-	358 926,92	321 488,62	DETTES	54 722,80	13 075,29
<i>Charges constatées d'avance</i>	83 763,10	-	83 763,10	40 666,27	<i>Produits constatés d'avance</i>	210 931,56	172 515,00
TOTAL GENERAL - ACTIF	477 075,41	27 537,06	449 538,35	373 742,56	TOTAL GENERAL - PASSIF	449 538,35	373 742,56

	2021	2020	Var. en %
Subventions	498 000,00	515 300,00	-3,36%
Participations des salariés	240 803,04	210 901,60	14,18%
Produits financiers	499,85	576,61	-13,31%
Total des produits (I)	739 302,89	726 778,21	1,72%
Achats d'activités	627 055,21	598 939,15	4,69%
Sous-total achats	627 055,21	598 939,15	4,69%
Locations	1 000,00	1 000,00	0,00%
Maintenance et entretien	10 799,38	2 070,06	421,69%
Assurances	1 823,37	1 899,62	-4,01%
Documentations	-	120,00	-100,00%
Sous-total services extérieurs	13 622,75	5 089,68	167,65%
Honoraires	18 149,82	17 331,74	4,72%
Déplacements, missions et réceptions	697,40	1 712,67	-59,28%
Adhésions et cotisations	-	2 718,00	-100,00%
Sous-total autres services extérieurs	18 847,22	21 762,41	-13,40%
Charges de personnel	82 064,15	97 327,89	-15,68%
Charges exceptionnelles	15,00	-	-
Dotations aux amortissements	1 941,84	1 941,84	0,00%
Imposition des placements	25,00	40,00	-37,51%
Total des charges (II)	743 571,17	725 100,97	2,55%
Résultat (I-II)	- 4 268,28	1 677,24	-

Note de présentation et annexe

Note de présentation

Au 31 décembre 2021, les fonds propres du C.O.S. s'établissent à 183 884 euros.

Il se décompose de la manière suivante :

-Réserves : 129 763 €
-Résultat : - 4 268 €
-Subventions d'investissement : 58 389 €

Autres faits caractéristiques de l'exercice

COVID19

Le 30 janvier 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a qualifié l'épidémie de COVID-19 d'urgence sanitaire publique mondiale. Il s'agit d'un événement ayant impacté les activités organisées par le COS (arbre de Noël, événement culturel de type concert, billetteries diverses etc.) entraînant leur annulation ou leur report sur 2022.

Les impacts économiques pour le COS ne sont pas quantifiables précisément. Pour autant :

- Les activités de concert et autres événements de fin d'année organisés par le COS et prévus en 2021 ont été reportés à chaque fois que c'est possible en 2022 ou ont été supportés sans report possible lorsqu'aucune décision gouvernementale en obligeait le report ;
- L'organisation d'une sortie « Nuit de l'Erdre » qui aurait dû être reportée en 2021, dont le coût net de la participation des agents a été imputé sur l'exercice 2020 à hauteur de 2 591 € a finalement été annulée. Au cours de l'exercice 2021, le prestataire a remboursé le comité et ce dernier les agents. En conséquence un produit sur exercice antérieur a été constaté sur l'exercice clos le 31 décembre 2021 pour 2 591 €.
- Le bureau estime que la pandémie n'a pas d'impact significatif sur la capacité à poursuivre son exploitation au cours des 12 prochains mois.

Note de présentation et annexe

Règles et méthodes comptables

Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code du commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatives au plan comptable général.

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques.

Stocks

Ils sont évalués à leur coût d'achat

Prêts aux agents

Le COS octroie des prêts aux agents de son périmètre, dont 2 992,50 € ont été octroyés et 5 790,00 € ont été remboursés au cours de l'exercice.

Immobilisations

Les amortissements sont calculés selon les durées suivantes :

- Matériel de bureau et informatique 3 ans
- Logiciel et site 3 à 5 ans

Mise à disposition

Afin de soutenir les actions du COS, le SDIS 44 met gratuitement à disposition des locaux meublés comprenant plusieurs bureaux ; leur valorisation est estimée à 9 918 € pour l'année 2021.

Détail de l'actif

ACTIF IMMOBILISE NET			6 848,33
	Brut	Amort.	Net
Immobilisations incorporelles	25 379,79	23 703,96	1 675,83
Logiciel & site	25 379,79	23 703,96	1 675,83
Immobilisations corporelles	3 833,10	3 833,10	-
Matériel de bureau	3 833,10	3 833,10	-
Immobilisations financières	5 172,50	-	5 172,50
Prêts au personnel	5 172,50	-	5 172,50
STOCK			2 770,50
• Billetterie cinéma	378,00		
• Calicéo	1 042,50		
• Cartes culture (Leclerc)	1 350,00		
LES CREANCES			9 064,24
Bénéficiaires débiteurs :		7 562,64	
• Créances adhérents	7 562,64		
Fournisseurs débiteurs		1 501,60	
• Acompte patinoire 2022 annulé (avoir à recevoir)	1 300,00		
• Location borne photo Noël 2021 reportée en 2022	201,60		

Détail de l'actif (suite)

TRESORERIE		347 092,18
<u>Disponibilités :</u>		347 092,18
• Compte chèque principal (Société Général)	37 806,32	
• Compte chèque prêts (Société Général)	31 241,78	
• Livret A	79 357,33	
• Livret BFM	178 375,07	
• Prélèvements en attente	19 053,96	
• Caisse	1 257,72	
LES COMPTES DE REGULARISATION		83 763,10
<u>Charges constatées d'avance :</u>		83 763,10
• Acompte 50% soirée Black Shelter 2020 reporté en 2022	4 649,50	
• Solde du porte-monnaie Meyclub	1 219,50	
• Licence Proweb V12 (2022 à 2024)	32 398,15	
• Billetterie Mylene Farmer 2023	11 057,20	
• 9 acomptes linéaires été	16 546,75	
• Acompte Eden Tour voyage croatie 12-06-2022	9 024,00	
• Acompte Havas voyage Crête 22-10-2022	8 868,00	
TOTAL DE L'ACTIF		449 538,35

FONDS PROPRES		183 883,99
<u>Réserves :</u>		
• Réserves (report des résultats antérieurs)	129 763,27	129 763,27
<u>Résultat de l'exercice :</u>		
• Résultat	- 4 268,28	- 4 268,28
<u>Subvention spéciale fonds roulement (2002) :</u>		
• Subventions d'investissement sur biens renouvelables	58 389,00	58 389,00
DETTES FINANCIERES		15,00
<u>Virements en attentes :</u>		
• Dettes envers les salariés réglées par virements	15,00	15,00

Détail du passif (suite)

DETTES D'EXPLOITATION		54 707,80
<u>Autres dettes</u>		
• Redevance Licence Proweb (2022 à 2024)	32 398,15	32 398,15
<u>Charges à payer</u>		
• Imposition des revenus financiers (2021)	25,00	22 309,65
• Honoraires Expert-Comptable	4 345,73	
• Honoraires Commissaire Aux Comptes	4 032,00	
• Joué club jouets enfants Noël 2021	13 906,92	
COMPTES DE REGULARISATION		210 931,56
<u>Produits constatés d'avance</u>		
• Inscriptions chèques vacances 2022	165 700,00	210 931,56
• Inscriptions voyage Crète 2022	17 236,56	
• Inscriptions voyage Croatie 2022	16 920,00	
• Inscriptions Mister-Camp 2022	197,00	
• Inscriptions Mylène Farmer 2023	10 878,00	
TOTAL DU PASSIF		449 538,35

